



---

## **Pour un changement radical de la politique de l'égalité : mettons des jambes à l'escargot !**

Trois facteurs continuent aujourd'hui de déterminer de façon prépondérante les chances d'une personne dans la société (suisse) : le statut socio-économique de la famille, l'existence d'un passé migratoire et le genre (sexe).

Les turbulences de la crise du coronavirus ne sont que les dernières preuves de la façon dont le genre est encore un facteur déterminant dans la cohabitation humaine. Ce sont des femmes qui, en tant que soignantes et médecins, ont dû (sup)porter la charge principale de la pandémie. Ce sont des femmes qui, par exemple dans le nettoyage ou la restauration, ont perdu soudainement leur emploi ou qui ont été exposées davantage parce que leur activité ne peut pas être exercée à domicile. Sans parler de la situation des femmes au foyer : l'école à domicile, les soins aux proches malades, l'augmentation de la violence domestique, etc.

Certes, la pandémie a mis en évidence les domaines où les femmes sont désavantagées et où la politique néolibérale des majorités bourgeoises a conduit à un échec systématique. Cependant, à part quelques applaudissements par-ci et un bouquet de fleurs pour maman par-là, rien n'a changé dans les faits. Enfin, si... Tout de même : depuis le 25 septembre 2022, il est établi que maman pourra travailler un an de plus. Pour les femmes, le drame réside dans le fait qu'aujourd'hui, la société ne semble même pas s'indigner de cette discrimination à leur égard. Cela passe pour être la normalité, jamais remise en question. Depuis 1981, la Confédération suisse dispose d'un article sur l'égalité dans la Constitution fédérale. Et pourtant... on freine des quatre fers sur les questions d'égalité. On ne s'intéresse aux femmes que lorsqu'il s'agit de les reléguer au rang de main-d'œuvre bon marché ou que l'on évoque la fierté qu'elles sont censées éprouver lorsqu'elles effectuent un travail familial non rémunéré. La discrimination salariale existe encore aujourd'hui. Et ce n'est pas parce qu'une partie de la différence de salaire entre les sexes est « explicable » que l'on peut en déduire que cette part n'est pas, au moins en partie, le produit de structures discriminatoires existantes. Les services d'aide aux victimes de violences domestiques et les structures d'accueil pour femmes n'ont souvent pas de places disponibles ou de budgets suffisamment garantis pour remplir leurs missions de manière efficace et rentable. De plus, le droit financier (ou droit budgétaire) ainsi que la manière dont sont articulés les calculs de rentabilité ou les mesures de bien-être sont trop fortement conçus dans une optique patriarcale et capitaliste. Des aspects importants de la concentration des dépenses/investissements publics sur l'efficacité ne sont guère considérés dans un contexte global et social.

En matière d'égalité, la Suisse est à la traîne. Parallèlement, les partis bourgeois tentent toujours avec insolence de revenir sur ce qui a déjà été acquis. En tant que parti de l'état de droit et de la justice sociale, le PS Suisse ne peut dans ce domaine pas rester inactif ni se limiter à des slogans et à des paroles creuses. En tant que parti, nous devons de toute urgence montrer notre volonté de nous opposer résolument aux tactiques dilatoires du camp bourgeois et avoir pour les gens une fonction de bouclier politique.

## **Le PS Suisse s'engage donc pour...**

... une protection des femmes lors de la prochaine révision de la prévoyance professionnelle et il demande à la majorité bourgeoise des Chambres fédérales d'assumer ses responsabilités après ses affirmations selon lesquelles la réforme AVS 21 sera compensée pour les femmes dans le cadre de la réforme de la LPP ;

... une introduction cohérente des approches du *gender budgeting* dans tous les plans de tâches et de financement ainsi que dans les calculs de rentabilité qui concernent les autorisations de dépenses au niveau des cantons et de la Confédération ;

... une extension du mandat de prestations de l'Office fédéral de la statistique, afin que les données désagrégées selon le sexe soient collectées comme il se doit et mises à la disposition des instituts de recherche, des administrations et du public en général.

... l'utilisation d'instruments de mesure du bien-être, en remplacement du PIB/PNB, qui incluraient le travail de *care* non rémunéré ;

... une société dans laquelle le principe « mon corps, mon choix » n'est ni (re)criminalisé, ni moralement méprisé ;

... une poursuite pénale dont la base (procédure et normes juridiques) et le personnel ne reproduiraient pas les structures patriarcales (par exemple par le *victim blaming*) ;

... une adaptation et une garantie du financement des structures d'accueil pour femmes et des centres d'aide aux victimes ;

... une prolongation du congé pour s'occuper d'un-e enfant malade, conformément à la loi sur le travail. Les familles monoparentales doivent avoir droit à un doublement du nombre de jours de congé ;

... une extension et une revalorisation des bonifications pour tâches éducatives et d'assistance ;

... la transformation du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes en un Office fédéral de l'égalité ;

... une mise en œuvre inclusive et efficace de la Convention d'Istanbul en Suisse, qui comprendrait aussi la protection de la communauté LGBTQIA+ ;

... une protection globale des filles/femmes et de la communauté LGBTQIA+ comme objectif stratégique prioritaire dans la coopération au développement et la politique étrangère de la Confédération

## **Pour atteindre ces objectifs...**

... le groupe parlementaire socialiste doit définir en interne des exigences minimales et des « seuils de douleur » pour les négociations sur la réforme de la LPP. Si ces « limites du supportable » sont dépassées sans compensation équivalente ou si les exigences minimales ne sont pas atteintes, il faut proposer au parti de lancer un référendum ;

... le PS Suisse charge sa commission spécialisée « Economie et finances », en collaboration avec d'autres personnes intéressées et des groupes spécialisés confirmés (p.ex. Wide ou EconomieFeministe), d'élaborer une proposition de mise en œuvre du *gender budgeting* ;

... le PS Suisse demande que les projets du Parlement soient soumis à une analyse d'impact sur l'égalité (*Gender Impact Assessment*) – en plus de l'analyse d'impact de la réglementation bourgeoise – qui doit prendre en compte les intérêts économiques ;

... le PS Suisse met tout en œuvre pour que la Suisse se mette en réseau avec des organisations et participe à des programmes (par exemple le Wellbeing Economy Governments Partnership) qui procèdent régulièrement à des échanges techniques sur les instruments et les mesures appropriés destinés à promouvoir le bien-être des personnes dans le contexte de toutes les facettes de leur vie, sans se soumettre à une logique néolibérale du PIB ;

... le PS Suisse appelle tous les partis frères socialistes à s'engager avec cohérence pour une mise en œuvre efficace de la Convention d'Istanbul dans leur pays.

Le temps des supplications et de la retenue est révolu. Le camp bourgeois a eu 40 ans pour mettre en œuvre l'article sur l'égalité. Si nous voulons, en tant que sociaux-démocrates, garder la face sur les questions de politique d'égalité, nous devons à présent faire décamper l'escargot à toutes jambes.